La manière dont est traitée l'importante question du changement climatique et de l'émission des gaz à effet de serre illustre parfaitement l'absurdité d'un monde qui marche sur la tête. Et l'hypocrisie de ceux qui nous dirigent, qu'il s'agisse des gouvernements ou des PDG des grandes multinationales.

Côté jardin, tous les « grands » candidats (et quelques « petits ») se sont bousculés pour être sur la photo avec Nicolas Hulot lors de la signature du « pacte écologique ». Puis, la réunion du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat a permis, une nouvelle fois, de tirer la sonnette d'alarme : les prévisions les plus pessimistes faites lors du sommet de Kyoto il y a maintenant une dizaine d'années se sont avérées être en deçà de la réalité. Et il ne fait aujourd'hui plus de doute pour (presque) personne que « l'activité humaine » constitue bien l'explication principale de ce phénomène. Cette réunion fut à nouveau l'occasion pour Jacques Chirac d'interpréter l'un des rôles qu'il préfère : celui de grand écologiste devant l'éternel.

Côté cour ? Rien ou presque, sinon des vœux pieux et de timides mesures, bien loin d'être à la hauteur de la menace… du moins quand elles ne sont pas pires que le mal. Ainsi, la Commission Européenne a sauté sur l'occasion pour promouvoir la relance du nucléaire : « accroître la production d'énergie nucléaire afin de réduire les émissions de CO2 et de jouer un rôle éminent dans la lutte contre le changement climatique mondial ».

La raison invoquée est que l'industrie nucléaire émet nettement moins de CO2 que les autres procédés de production d'énergie électrique. Ce qui n'est vrai que si on ne prend pas en compte l'ensemble de la filière nucléaire, de l'extraction du minerai au démantèlement des centrales. De toute manière, le nucléaire ne couvre qu'une très petite part des besoins énergétiques. En France, qui est pourtant le pays le plus nucléarisé du monde, le nucléaire représente bien 75 % à 80 % de la production et de la consommation d'électricité, mais

seulement 15 % de la consommation totale d'énergie. Alors augmenter encore la part du nucléaire n'aura qu'un effet marginal sur les émissions néfastes.

Pour obtenir des résultats significatifs, il faudrait s'attaquer à l'agriculture intensive et productiviste et, surtout, aux transports. Mais, comme le nucléaire, cette agriculture-là ainsi que l'industrie automobile et le transport routier sont de « grandes causes nationales »… dont J. Chirac n'est pas le défenseur le plus tiède ! Disons-le clairement : lui et ses disciples se moquent de nous.

D'ailleurs, deux annonces sont venues mettre en lumière ce que sont les principaux obstacles à affronter si l'on veut vraiment opérer une modification significative et efficace des modes de production et de transport afin de sauvegarder le climat et la planète. Successivement, la multinationale pétrolière Exxon et la multinationale pétrolière française ElFTotalFina ont publié leurs résultats 2006 : 39,5 milliards de dollars de profit pour la première et 12, 6 milliards d'euros pour la seconde. Dans les deux cas, il s'agit de records absolus, l'un mondial, l'autre français, dans l'histoire du capitalisme. C'est là le cœur du problème. Parce que là est le cœur du système.

Changer radicalement la manière dont nous produisons, dont nous consommons, dont nous circulons, dont nous nous logeons, dont nous nous chauffons, est absolument nécessaire pour inverser la course à l'abîme et donner une chance à la planète et à l'humanité. Mais cela ne peut se faire sans transformer complètement le système industriel et économique actuel, celui de l'économie de marché et du profit, celui-là même où Exxon et TotalElfFina font la loi.

L'avenir de l'écologie politique ? C'est l'anti-capitalisme !

Olivier Besancenot